



Citation for published version:

Mondon, A 2024, 'Conceptualiser la République réactionnaire: entre hype populiste, racisme libéral et normalisation du discours d'extrême droite', POLI – Politiques des Cultural Studies, vol. 17.
<https://polirevue.files.wordpress.com/2024/04/mondon_aurelien_poli17.pdf>

Publication date:
2024

Document Version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication](#)

University of Bath

Alternative formats

If you require this document in an alternative format, please contact:
openaccess@bath.ac.uk

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Conceptualiser la République réactionnaire : entre *hype* populiste, racisme libéral et normalisation du discours d'extrême droite

Conceptualising the Reactionary Republic: Between Populist *Hype*, Liberal Racism and the Normalisation of Far Right Discourse

Aurélien Mondon
Université de Bath, Grande-Bretagne
am2124@bath.ac.uk

Résumé :

Cet article interroge comment la conception française actuelle de la démocratie et de la République est réactionnaire, attendu que l'extrême droite est devenue un acteur à part entière de la vie démocratique et où nombre de ses idées sont maintenant adoptées comme normes. Pour rendre compte des évolutions qui ont conduit à l'avènement d'une « République réactionnaire », cet article se penche tout d'abord sur l'évolution du racisme en France, car c'est le déni de la persistance d'un racisme structurel qui a conduit à la normalisation des politiques réactionnaires. Il se tourne ensuite vers la construction de la montée de l'extrême droite comme demande démocratique, voire même populaire, pour démontrer qu'elle prend sa source non pas dans « le peuple », « les classes populaires » ou « la classe ouvrière », mais dans les milieux élitistes, qu'ils soient politiques, médiatiques ou même universitaires.

Mots-clés : extrême droite ; populisme ; racisme ; démocratie ; Le Pen ; République française.

Summary:

As the far right has been gradually mainstreamed, this article examines the way in which the current conception of democracy and the Republic in France can be described as reactionary. To account for this trend which have paved the way for a 'reactionary Republic', this article first explores the evolution of racism in France, as it is the denial of its existence which has led to the normalisation of reactionary politics. The article then turns to the construction of the rise of the far right as democratic, bottom-up demand, to show that it finds its roots instead in the elite, whether they be political, in the media or academia.

Keywords: far right; populism ; racism ; democracy ; Le Pen ; French Republic.

La candidature d'Eric Zemmour lors de l'élection présidentielle de 2022 a semblé autant choquer que se dérouler finalement dans une atmosphère résignée¹. Le journaliste « polémique » avait choisi depuis longtemps son camp et n'avait en effet jamais caché ses penchants pour les politiques les plus extrêmes, comme le montrait déjà son premier livre *Le Premier Sexe*². En effet, quiconque eut pris la peine de le lire aurait su que le mélange de racisme, de sexism et d'homophobie était au cœur de la politique et des théories du complot de Zemmour. Son premier best-seller, *le Suicide français*³, aurait dû avertir tout un chacun que ce penchant nostalgique pour le fascisme était mûrement réfléchi car l'on n'entreprend pas de réhabiliter le Maréchal Pétain sans vouloir réhabiliter ce genre de politique. La vidéo de lancement de sa campagne épousait donc logiquement de nombreux éléments définitionnels du fascisme, que ce soit le principe de renaissance (palingénésie), une violence autant verbale que physique, le principe du chef, le racisme, un confusionnisme mêlant libéralisme, capitalisme et la gauche, tous vu comme responsables des malheurs des Français·es, ainsi qu'un appel à la classe moyenne basse (voir entre autres Griffin, 2006). Pour comprendre ce basculement vers des idéologies de plus en plus extrêmes à droite, il est absolument essentiel de ne pas se focaliser sur le moment présent, mais de prendre du recul par rapport aux acteur·rices réactionnaires eux·elles-mêmes. En effet, le fait que le Rassemblement national se retrouve en 2022 avec 89 député·es, malgré un système électoral censé protéger de l'extrême droite, n'est pas tant un séisme qu'une lente érosion de la démocratie. Au-delà de Marine Le Pen et Éric Zemmour, car il serait trompeur de penser qu'il et elle sont finalement les acteur·rices principaux·les de leur propre « succès », il nous faut également nous pencher sur le rôle qu'ont joué les élites hégémoniques⁴ par leur accès privilégié au discours public.

1 Je voudrais remercier Marion Dalibert et Keivan Djavadzadeh pour cette opportunité de publication et leur soutien, ainsi que les évaluateur·rices et Milena Doytcheva pour leur relecture fine et précise. Je souhaite également remercier mes collaborateur·rices sans qui les recherches présentées dans cet article n'existeraient pas.

2 Zemmour Éric (2006), *Le Premier Sexe*, Paris, J'ai lu.

3 Zemmour Éric (2014), *Le Suicide français*, Paris, Albin Michel.

4 Par élites hégémoniques, nous entendons ici les personnes ou groupes ayant un accès privilégié à la formation du discours public, que ce soit en politique ou dans les médias, les sphères culturelle et académique. Le terme d'hégémonie est basé sur le travail d'Antonio Gramsci (Thomas, 2011).

Comprendre notre contexte réactionnaire, où l'extrême droite est devenue un acteur à part entière de notre vie démocratique et où nombre de ses idées sont maintenant adoptées comme normes, requiert des outils nous permettant de surmonter une conception normative de certains mythes politiques qui nous empêchent de cibler les maux de la démocratie contemporaine. Et plus précisément comprendre la République réactionnaire en France, ou ce que Jacques Rancière (2005, 81) a également qualifié « d'États de droit oligarchiques ». Ce que j'entends ici par République réactionnaire⁵ est basé sur la définition de « l'esprit réactionnaire » de Corey Robin (2018), à savoir « une médiation sur – et une interprétation théorique de – l'expérience vécue de détenir le pouvoir, de le voir menacé et de vouloir le récupérer⁶ ». S'ajoute au travail de Robin celui qu'Aaron Winter et moi-même (2020) avons avancé dans notre livre sur la « démocratie réactionnaire », à savoir : l'utilisation à des fins élitistes et réactionnaires de concepts généralement progressistes, liés notamment à la démocratie et/ou à la République et donc au « peuple », et qui visent à assoir des priviléges en opposition aux principes d'égalité de droit et de liberté de tou·tes. Il est essentiel de comprendre ici que « le peuple » et « la démocratie » fonctionnent comme des signifiants vides au sens d'Ernesto Laclau (1990) : le but n'est donc pas de les définir précisément, mais plutôt de les comprendre comme des concepts/notions qui parlent à une large part de la population, tout en entretenant une relation privilégiée au pouvoir politique ; qui n'ont pas de sens fixe, voire peuvent revêtir des significations contradictoires.

Pour rendre compte de ces évolutions, je vais donc tout d'abord m'arrêter brièvement sur l'évolution du racisme, car c'est le déni de la persistance d'un racisme structurel qui a conduit à la normalisation des politiques réactionnaires. En effet, la résurgence du racisme dans le discours dominant, quand bien même le racisme systémique soit une réalité en reproduction (Ray, 2022), est une facette particulièrement forte du mouvement réactionnaire. Son propre est de ronger ou de mettre en péril de nombreux autres acquis :

⁵ La majuscule à République renvoie à la République française comme construction politique plutôt qu'à la république en tant que simple système politique.

⁶ Toutes les citations en anglais sont traduites par l'auteur.

droits des femmes, des communautés LGBTQ+, des travailleur·euses, ainsi que de toute autre communauté sujette à l'oppression de ce que bell hooks (1997, 7) qualifie de « suprématie blanche capitaliste et patriarcale ». J'aborderai ensuite la construction de la montée de l'extrême droite comme demande démocratique, voire même populaire, pour démontrer qu'elle prend sa source non pas dans « le peuple », « les classes populaires » ou « la classe ouvrière », mais dans les milieux élitistes, qu'ils soient politiques, médiatiques ou même universitaires. À travers cela, je souhaite ainsi montrer en définitive à quel point la conception française actuelle de la démocratie et de la République est une conception réactionnaire. Dire cela n'est pas un affront à la démocratie ou à la République en elles-mêmes, mais un point de départ nécessaire pour (re)donner à ces concepts un sens progressiste.

Racismes illibéral et libéral et la possibilité d'une République réactionnaire

Dans le contexte de l'après-guerre, le racisme fut circonscrit à l'image quasi-diabolique incarnée par les nazis et leur politique génocidaire (Meister, 2012). Bien que d'autres formes de racisme aient continué à exister, à être combattues et même surmontées, comme ce fut le cas dans les processus de décolonisation, les combats pour les droits civiques ou, plus récemment, le mouvement Black Lives Matter, le racisme est demeuré dans l'imaginaire occidental quelque chose de (dé)passé ou, comme l'indique Alana Lentin (2020), de « gelé » [*frozen racism*]. S'il persiste, il est généralement associé à quelque chose d'aberrant, d'extraordinaire, d'extérieur ou bien seulement limité à des actes individuels et isolés. Ce que nous avons appelé des « articulations illibérales du racisme » (Mondon et Winter, 2017, 2020) recouvre généralement des actes physiquement ou verbalement violents et qui font écho aux thèses racialistes et à celles de la suprématie blanche⁷. Ces articulations illibérales sont en général pensées comme externes à la doctrine

⁷ Le terme « articulation » réfère à « la pratique consistant à rattacher des éléments discursifs préexistants d'une manière visant à construire une condition hégémonique » (De Cleen et Stavrakakis, 2017, 305).

hégémonique libérale, elle-même souvent considérée « post-raciale » (Goldberg, 2015). Les cibles du racisme illibéral sont généralement définies par la construction et la naturalisation de leur non-appartenance à un groupe racialisé⁸, que ce soit par la race, la religion, la culture, la nationalité ou l'origine présumée ; le fait, par exemple, de ne pas être blanc·he, chrétien·ne ou français·e – comme si ces identités conféraient à ceux·celles qui les revendiquent des caractéristiques immuables et homogènes. Ces articulations sont généralement dénoncées par tous les acteurs·rices politiques, y compris ceux·celles qui se situent à l'extrême droite du spectre politique, comme Marine Le Pen, leur donnant de la sorte la possibilité et une opportunité de nier tout racisme.

L'ignorance de l'évolution des logiques contemporaines du racisme, en parallèle de sa persistance dans nos sociétés, a permis au racisme structurel de perdurer (Ray, 2022). Elle a aussi fait la part belle à l'extrême droite en lui permettant de se réinventer discursivement, tout en restant fidèle à ses politiques funestes et réactionnaires. Une des erreurs principales fréquemment commises lorsqu'il s'agit de comprendre la normalisation des politiques d'extrême droite consiste donc non seulement à prendre leur stratégie de dédiabolisation à la lettre⁹ – comme s'il suffisait de se dire non raciste pour l'être – mais aussi à assumer que le racisme serait l'autre, l'extrême, l'extraordinaire. Comme le soulignent Eduardo Bonilla-Silva et Victor Ray (2015, 59), trop souvent en effet le racisme est conçu simplement comme « une animosité ou haine individuelle envers les personnes de couleur », plutôt que comme structure sociale ou ordre de domination. Pour Bonilla-Silva (2006, 2), cela s'explique par le fait que « les blanches ont développé des systèmes d'explication puissants – qui en deviennent des justifications – pour rendre compte des inégalités raciales contemporaines, ce qui les absout de toute responsabilité à l'égard des personnes de couleur ». Ce « racisme sans racistes » ou « racisme daltonien » [*color-blind racism*], dans les termes de Bonilla-

⁸ Le terme racialisation est utilisé ici au lieu de racisation non seulement car l'utilisation du concept est basée sur la littérature anglophone, mais également sur le travail de Milena Doytcheva et Yvan Gastaut (2021).

⁹ L'idée de dédiabolisation est en elle-même problématique puisque le terme suggère également qu'il y ait eu à un moment donné une diabolisation et que l'extrême droite n'était donc pas traitée de manière juste quand bien même sa nature fut étudiée de manière précise.

Silva, permet aux blanc·hes « de rationaliser les inégalités comme le produit des dynamiques de marché, comme des phénomènes se passant naturellement ou comme la limitation culturelle supposée des noir·es » (*ibid.*). L'idée fausse d'une égalité fondée sur les principes d'un libéralisme abstrait, c'est-à-dire donnant en théorie les mêmes droits à tou·tes, mais de fait basée sur une oppression pluriséculaire, permet aux blanc·hes d'ignorer leur race et le privilège que leur blanchité leur confère. Comme le souligne Reni Eddo-Lodge (2017, 85), « le privilège blanc est le fait que si vous êtes blanc·he, votre race aura généralement un impact positif sur votre vie et que vous ne vous en apercevrez même pas ».

Le « racisme daltonien » (Bonilla-Silva, 2006) qui trouve en partie sa source dans le déni des parts sombres de l'histoire est d'autant plus prégnant en France qu'il est intimement lié au mythe d'une République française « une et indivisible » qui « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction ». Et ce, malgré les très nombreux tournants réactionnaires qui ont suivi la Révolution en tant que matrice originelle de la République – que ce soient les contre-révolutions, les empires ou les retours à la monarchie – ou même les tendances réactionnaires de la République elle-même (Larcher, 2019). Les débats récents sur la suppression du mot « race » dans la constitution sont symptomatiques de ce « daltonisme ». Évidemment, le concept de race biologique est depuis longtemps réfuté. Cependant, il est naïf de penser qu'il suffirait de ne plus le prononcer pour mettre fin au racisme : quand bien même les races n'existent pas de manière scientifique, leur construction dans notre imaginaire politique et culturel n'en a pas moins un impact réel sur la vie de très nombreuses personnes racialisées en France comme ailleurs (Ray, 2022)¹⁰. Comme le soulignent Alana Lentin et Gavan Titley (2011, 49), dans nos sociétés « post-raciales », « le racisme persiste car aucun effort n'a été fait pour démanteler les interconnexions qui existent entre l'idée de la race et les institutions et structures de l'État-nation moderne ».

10 En France, voir notamment le travail de Colette Guillaumin (2002 [1972]) qui, comme le notent Delphine Naudier et Eric Soriano (2010, 193), n'a malheureusement bénéficié que d'une « faible réception initiale ».

En France, ce déni semble encore plus présent que dans les sociétés telles que le Royaume-Uni, même si celles-ci demeurent incapables, elles aussi, de se confronter à un passé « qui ne passe pas » (voir Bhattacharyya et al., 2021 ; El-Enany, 2020 ; Mitchell, 2021). Les débats qui entourent la publication, dans les années 1970, de *Vichy France : Old Guard and New Order 1940-1944* de Robert Paxton (1972) en offrent une illustration. Bien que ce travail de fond ait démontré sans équivoque la collaboration du régime de Vichy pour des raisons idéologiques, plutôt que sous la simple menace, et les aspects donc « made in France » de ses politiques, de nombreux historiens français se sont levés contre le jeune universitaire étatsunien, coupable de remettre en cause le roman national (se référer notamment à l'analyse de Rousso, 1991 ; Tomkin, 2003 et, plus récemment, Joly, 2022). Souvent teintée d'anti-américanisme, cette réaction trouve un écho, presque quarante ans plus tard, dans les écrits et polémiques de Zemmour qui tente, lui aussi, de réhabiliter Pétain et la thèse du glaive et du bouclier, selon laquelle Pétain n'avait collaboré que pour protéger les Français·es.

La possibilité de placer le racisme exclusivement du côté de l'extrême droite permet en retour de se définir et de se positionner par comparaison de manière vertueuse, étant donné que le racisme reste largement considéré comme un tabou dans notre société. C'est aussi la raison pour laquelle nous voyons de plus en plus de partis d'extrême droite être décrits comme *populistes*, *nationalistes* ou *nativistes* plutôt que racistes. Il est donc commun de voir se propager l'idée simpliste que l'on ne peut simplement pas qualifier certains partis et acteur·rices de « racistes », car ils·elles n'en incarnent pas les exemples extrêmes tel que le Nazisme, d'autant qu'ils·elles dénoncent et se disent eux·elles-mêmes opposé·es au racisme. C'est cette incompréhension d'un phénomène aussi complexe que commun qui a conduit Donald Trump en 2019 à se déclarer « la personne la moins raciste au monde », permettant à ses soutiens de se penser du « bon côté de l'histoire » ou, à tout le moins, pas du pire. En résumé, l'opposition au racisme illibéral et la croyance dans une société supposément post-raciale suggèrent que l'opposition au « vrai » racisme est suffisante pour apparaître au moins non-raciste, si ce n'est antiraciste.

Un concept utile pour échapper à l'idée que le racisme est « gelé » dans le temps est celui de racialisation. La racialisation insiste sur l'idée que le racisme n'est pas le fruit de la race mais plutôt d'un processus d'exclusion qui trouve son origine dans le regard du raciste. Comme l'expliquent Steve Garner et Saher Selod (2015, 14) en ce qui concerne l'islamophobie, ce sont « ceux·celles qui produisent, absorbent et reproduisent les représentations de demandeur·euses d'asile et de musulman·es qui transforment des individus issus de cultures et de phénotypes variés mais qui appartiennent à la même catégorie administrative (demandeur·euses d'asile), ou sont simplement croyant·es en la même religion (musulman·es) » (voir également Hajjat et Mohammed, 2013, 20). Ce processus est aussi au cœur de ce que certain·es ont nommé « le nouveau racisme » (Balibar, 1997), un terme qui peut prêter à confusion car ce nouveau racisme n'est vraiment nouveau que dans la forme et non dans le fond. Il forme une « mutation » en ce qu'il a pour thème dominant non pas « l'hérédité biologique, mais l'irréductibilité des différences culturelles ; un racisme qui, à première vue, ne postule pas la supériorité de certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais “seulement” la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions » (Balibar, 1997, 33). Son origine en France se trouve notamment dans les thèses développées par la Nouvelle droite dans les années 1970 et 1980 (Mondon, 2013a), avec Alain de Benoist se positionnant contre « toutes formes de racisme », mais pour la protection des cultures (elles-mêmes homogénéisées et racialisées). Ces théories ont servi de fondement à celles qui se sont développées ensuite autour du thème du « grand remplacement », ou encore du « racisme antiblanc ».

Pareil tour de passe-passe repose donc, nous l'avons vu, sur une conception limitée et tronquée du racisme. La croyance dans une société post-raciale et la dénonciation du « vrai » racisme permet d'ignorer les formes systémiques et structurelles du racisme qui continuent à être présentes au cœur même de nos institutions et dans nos sociétés. En France, ce que nous appelons le *racisme libéral* s'est notamment développé en référence à une conception abstraite du républicanisme, héritière des Lumières et souvent utilisée comme si l'idéal républicain formait une réalité monolithique. Dans ces conditions,

« l’Autre » est celui·celle qui appartient à un groupe jugé automatiquement et naturellement incompatible avec « nos » valeurs considérées, elles-mêmes, comme quasi innées. La possibilité d’une appartenance à la nation requiert l’acceptation de rites de passage arbitraires et toujours plus extrêmes, auxquels nul autre n’est soumis, que ce soit l’obligation de ne pas porter certains vêtements ou la dénonciation incessante d’actes commis au nom de l’une de leurs multiples identités – comme c’est souvent le cas lors d’attaques terroristes (Qureshi, 2020). Ce type d’exclusion est généralement justifié par l’utilisation d’*articulations libérales*, voire potentiellement progressistes, telles que la liberté d’expression, ou même les droits des communautés LGBTQ+ et des femmes. C’est ce que Jasbir Puar (2007) et Sara Farris (2017) ont appelé respectivement l’homo- et le fémo-nationalisme.

En France, c’est en particulier une conception réactionnaire et restrictive de la laïcité qui a permis la normalisation du racisme libéral, par le détournement d’un concept généralement vu comme « progressiste » et « ouvert », et qui fut central à la construction de l’identité républicaine, pour en faire une arme d’exclusion massive. La « découverte » de l’islam comme sujet politique en France s’est faite dans les années 1980 (Deltombe, 2005) et notamment à travers ce qu’Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed (2013, 12-16) appellent « l’islamophobie de plume ». En 1985, *Le Figaro Magazine* met ainsi en couverture une Marianne voilée avec comme titre accrocheur : « Dossier immigration : serons-nous encore Français dans trente ans ? » Quelques années plus tard, en 1989, éclate la première affaire du foulard avec notamment la publication par Élisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay et Catherine Kintzler d’un manifeste ordonnant aux « profs » de ne pas « capituler ». À chaque séquence de politisation intense, ce sont des élites médiatiques, intellectuelles, politiques qui lancent des « paniques morales » (Cohen, 2002 [1972]) mettant en exergue/accusation une minorité diverse et généralement privée d’accès à la parole publique.

Le lien, apparemment inhérent, entre sexism et religion musulmane, mis en avant par le fémonationalisme, est devenu un thème central dans le combat des réactionnaires laïcs (Tévanian, 2007). Faisant écho à la thèse de l’orientalisme d’Edward Said (2003 [1978]),

le sexism de la société française ne concerne pas la femme de toute classe ou confession qui meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon, mais est bien l'apanage de l'homme musulman. Quand bien même cette généralisation raciste serait-elle vraie – ce qu'elle n'est évidemment pas – ce qui frappe est la manière dont, au prétexte d'émancipation, ce sont les femmes musulmanes qui, une fois encore, se retrouvent être les cibles principales des réactionnaires laïcs qui professent une conception de la laïcité en opposition directe avec les préceptes de la loi de 1905 pour justifier leur racisme. La loi stipule en effet clairement dans son article premier que « La République assure la liberté de conscience [et] garantit le libre exercice des cultes ».

De plus, l'article 31 de la loi de 1905 note de manière on ne peut plus claire que l'objectif de la loi n'est pas seulement celui de protéger les individus de l'influence néfaste de la religion dans le domaine public, mais également de protéger les croyant·es contre les persécutions dans la sphère publique. Parfois qualifiée d'« ouverte » ou « libérale », cette conception de la laïcité continue à prévaloir dans les débats sur l'avortement, au milieu des années 1970. À partir des années 1980, cependant, et jusqu'à nos jours, « le genre [est devenu] à la fois un révélateur des tensions et un écran qui masque d'autres urgences » (Rochefort, 2007, 28). Cette « hypocrisie laïque » (Mondon, 2015) sera notamment à l'œuvre dans la « Manif pour tous », lorsque plus de 300 000 personnes manifestent à Paris pour des raisons clairement religieuses, sans que cela ne fasse lever le moindre sourcil « laïc ».

Les lois autant liberticides que racistes, qui ciblent indirectement le voile et la burqa¹¹, et étendues, depuis lors, à de plus en plus de tenues vestimentaires et contextes, sont généralement justifiées non seulement par la mésentente autour du concept de laïcité, mais également par des objectifs en apparence féministes : libérer certaines femmes de l'oppression de la religion (à savoir l'Islam) (Scott, 2007). Cet enjeu fut central dans la division des féministes françaises sur la question du voile : « comment prendre en compte

11 Par exemple, la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 « encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics » et celle n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.

le racisme de la loi, sans pour autant passer la violence contre les femmes par pertes et profits ? » (Delphy, 2006, 68). Cependant, comme le montre Christine Delphy, pareille question repose sur une racialisation de la violence faite aux femmes musulmanes, comme si celle-ci pouvait être séparée « de la violence masculine ordinaire » :

Ce qu'on sent se dessiner en filigrane, c'est une vision dans laquelle la lutte contre le racisme peut entrer en contradiction avec la lutte contre le sexism, et réciproquement la lutte contre le sexism peut être contradictoire avec la lutte contre le racisme. Et si la question turlupine tant de féministes, c'est qu'elles ont l'impression de devoir faire un choix déchirant : la lutte antiraciste semble venir en soustraction de la lutte antisexist (Delphy, 2006, 69).

C'est ici que nous voyons le triomphe du racisme libéral qui permet de justifier la racialisation d'un·e « Autre », dépeint comme incapable de s'adapter à « nos » valeurs républicaines : il n'est jamais permis à la femme musulmane de prendre sa décision propre quant aux bienfaits ou non du port du voile ; elle doit être guidée, quand ce n'est forcée, vers « la liberté » et « la civilisation¹² ». Se prévaloir du bien-être des femmes, protégées de la menace musulmane par un arsenal juridique qui en appelle aux principes républicains, permet aux « racistes libéraux » de se distinguer du racisme illibéral, voire même de le dénoncer et, par là même, se targuer d'être finalement antiracistes *par comparaison*. Dans ces exemples, la construction de l'Autre, et notamment du·de la musulman·e, en tant que « menace » ou altérité indésirable est rendue possible par l'usage de concepts hégémoniques tels que ceux de République ou de laïcité. Cette construction s'origine dans les discours d'élites hégémoniques qui produisent une justification démocratique, voire même progressiste, de l'exclusion, donnant ainsi aux politiques réactionnaires une légitimité républicaine.

¹² Eric Besson, alors ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, déclarait en 2011 à propos de la loi dite contre la burqa, que c'était « l'occasion d'expliquer la vie en société, la civilisation ».

Racisme ou populisme : l'oppression démocratique ou la démocratie réactionnaire ?

À côté des processus de reconfiguration de ces concepts politiques hégémoniques, la légitimation de politiques réactionnaires est également souvent explicitée par une poussée populaire et/ou populiste : il est souvent expliqué, de manière erronée, que ces politiques représenteraient des demandes latentes d'une partie, plus ou moins large, du « peuple ». Partant, il est commun d'entendre dans les sphères médiatiques et politiques, et y compris à l'université, que la démocratie requiert de prendre au sérieux ces idées, voire d'y répondre, au risque, à défaut, de déperir. Ce thème n'est pas nouveau. En 1984, pour Laurent Fabius, Jean-Marie Le Pen « pose de bonnes questions mais apporte de mauvaises réponses ». En 2007, Nicolas Sarkozy promet d'aller chercher les électeurs du Front national « un par un ». En 2022, Jean-Luc Mélenchon souhaite s'adresser « aux fâchés pas trop fachos » et même, lors d'un lapsus révélateur, « aux fachos pas trop fâchés¹³ ». Alors que les élites politico-médiatiques s'opposent – ou du moins prétendent le faire – à ces politiques, elles affirment aussi ne pas avoir d'autre choix que d'écouter « le peuple ». Le pouvoir du peuple étant à l'origine des notions même de démocratie et de République, si le peuple se fait réactionnaire, ces systèmes politiques ne peuvent que le suivre.

Bien entendu, ce constat ignore le fait que le tournant réactionnaire est antérieur à la montée du Front national (FN), comme nous l'avons vu plus haut avec l'émergence d'un « islam imaginaire » (Deltombe, 2005) et la construction élitiste d'une communauté musulmane racialisée. Est ignoré également le rôle joué par ces mêmes élites dans la montée initiale du parti. Le commentaire de Fabius n'est pas un fait isolé, mais participe de la stratégie de François Mitterrand pour diviser la droite (Faux et al., 1994). Les socialistes de l'époque ont non seulement fait connaître Le Pen au grand public en lui donnant une

¹³ Toussay Jade, Tremblay Pierre (14 juin 2022), « “Fachos pas fâchés” : ce lapsus de Mélenchon se retourne contre lui », *Huffpost* [En ligne]. Disponible sur : https://www.huffingtonpost.fr/politique/video/fachos-pas-faches-ce-lapsus-de-melenchon-se-retourne-contre-lui_197292.html (page consultée le 30 mars 2023).

couverture médiatique sans précédent mais, par le passage au scrutin proportionnel en 1986, lui ont permis d'entrer en force à l'Assemblée nationale. Même si cela n'a pas épargné au Parti socialiste (PS) la défaite électorale et que le FN eut au final une expérience plus que mitigée à l'Assemblée, cet épisode lui a permis de devenir un acteur incontournable sur la scène politique française ; quand bien même Jean-Marie Le Pen avait récolté seulement 0,75 % des votes en 1974 et n'a pas pu se présenter en 1981.

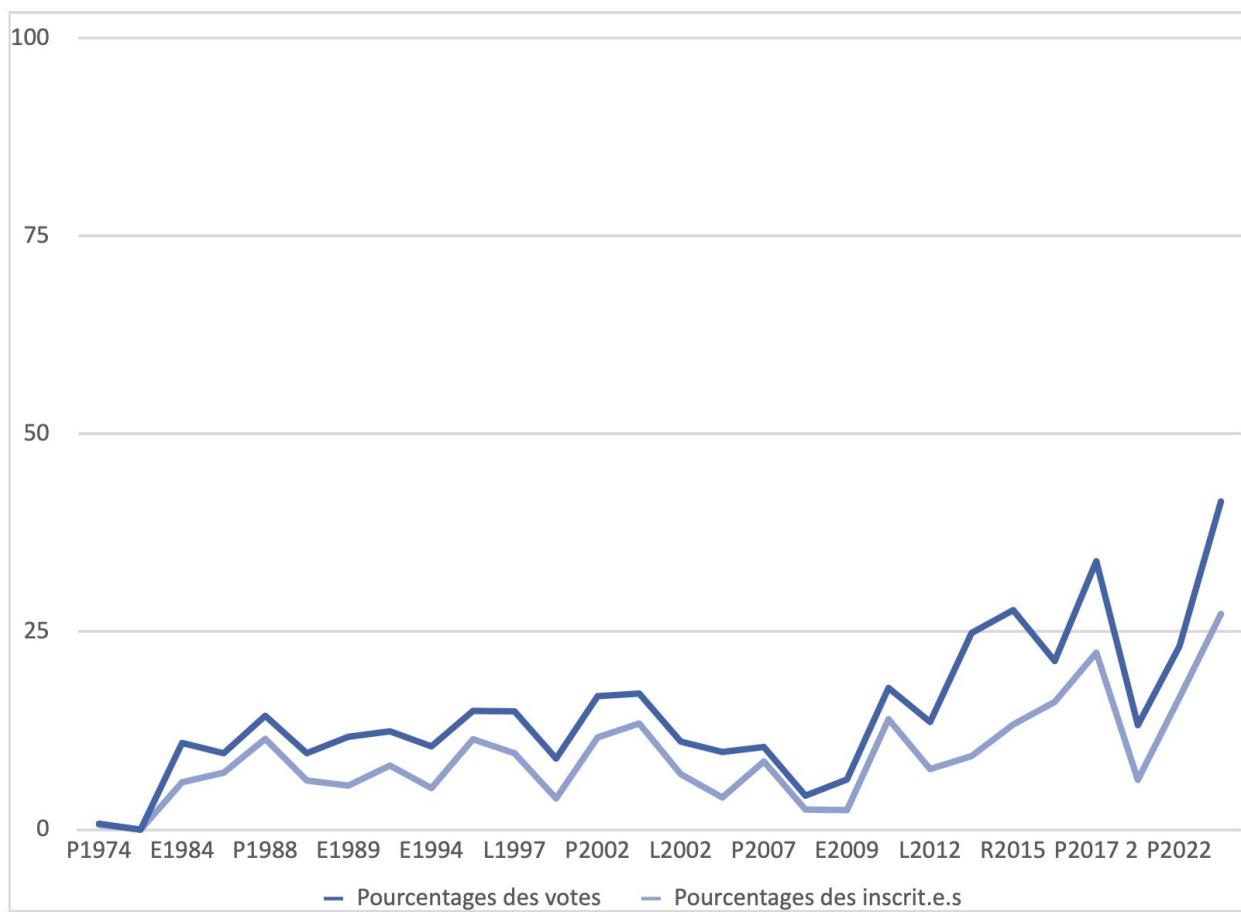
La normalisation du FN, plus récemment rebaptisé Rassemblement national (RN), n'est donc pas simplement le fruit de la stratégie des Le Pen, ou le résultat d'une poussée populaire en leur faveur (Alduy et Wahnich, 2015 ; Crépon et al., 2015). Ce processus aurait été impossible sans la complicité plus ou moins délibérée de nombreux médias et acteur·rices politiques majeur·es, se présentant pourtant comme opposé·es aux politiques d'extrême droite. Pour comprendre ce que nous allons définir comme « la *hype* populiste » en France (Glynos et Mondon, 2016), il nous faut revenir aux élections de 2002 au moins (si ce n'est avant [Mondon, 2013a]). Lorsque, au lendemain du premier tour des élections présidentielles, *Libération* (4 mai 2002, 1) implore ses lecteur·rices de voter Chirac « pour la République » et que *L'Express* (25 avril 2002, 1) leur demande la même chose pour « la France, La République, la démocratie », il n'y avait alors pas de mots assez forts pour exprimer le « choc », le « tremblement de terre », le « cauchemar ». À l'exception de Lutte ouvrière, l'ensemble des partis a enjoint à leurs électeur·trices de voter pour Jacques Chirac au second tour, malgré le fait qu'il affichait le plus faible score au premier tour pour un futur Président sous la Cinquième République. Les médias et partis politiques semblaient alors en phase avec la rue et les milliers de manifestant·es qui dénonçaient Le Pen.

Bien que la menace de l'extrême droite fut certainement réelle, c'est cette réaction, à la fois disproportionnée et limitée, qui l'a mise proprement en branle. En effet, ce n'est pas la popularité grandissante de Le Pen qui lui avait ouvert les portes du second tour, mais bien l'impopularité du statu quo et des partis de gouvernement : les grands partis du centre (Union pour la démocratie française [UDF]), centre droit (Rassemblement pour la République [RPR]) et centre gauche (PS) eurent ensemble moins de voix que l'abstention. Comme le montrent le tableau 1 et le graphique 1, le vote en faveur du candidat FN stagnait

depuis 1988, et ce malgré un terrain et une couverture médiatique propices à ses idées (Crépon et al., 2015).

	Nombre de votes	Pourcentages des votes	Pourcentages des inscrit·es	Position
1988	4 376 742	14,38 %	11,47 %	4 ^e
1995	4 571 138	15 %	11,42 %	4 ^e
2002	4 804 713	16,86 %	11,66 %	2 ^e

Tableau 1 : Résultat du FN aux présidentielles avant le tournant de 2002



Graphique 1 : les résultats du FN/RN aux élections présidentielles et législatives

Bien que le vote pro-Le Pen semble augmenter de 2,5 % entre 1988 et 2002, si nous prenons en compte le nombre d'inscrit·es, nous nous apercevons clairement que ce vote

n'augmente que de 0,19 %, c'est-à-dire moins de 500 000 voix. Ce n'est bien entendu pas négligeable, mais loin du « raz de marée » annoncé.

Ce qui aurait dû être au cœur des analyses du premier tour, en plus de la qualification de Le Pen, fut donc le fait qu'aucun·e autre candidat·e, hormis Chirac, ne puisse convaincre plus de 11,66 % des inscrit·es. L'effondrement des partis de gouvernement en 2002 n'était donc pas le fruit d'une stratégie machiavélique du dirigeant du FN, mais plutôt la résultante d'un niveau d'abstention jamais atteint auparavant lors de telles échéances électorales, ainsi que de l'éclatement des votes en faveur de plus petits partis. À titre de comparaison, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon ont obtenu respectivement 15,2 % et 14,8 % en 2017, malgré le fait que la droite et la gauche commençaient à s'effondrer et/ou à se reformer.

Cela nous montre l'importance du concept d'*agenda-setting* développé par Maxwell McCombs (2014 [1972]). En effet, bien que Jean-Marie Le Pen, au sommet de sa gloire, ne soit en mesure de convaincre qu'un peu plus d'un·e électeur·rice sur dix, ce sont les neufs autres qui furent ignoré·es dans les discussions politiques qui s'ensuivirent, faisant la part belle aux thèmes de campagne de l'extrême droite, dont l'immigration, l'insécurité et l'identité nationale (Mondon, 2013b). Dans ce contexte, Le Pen servit de diversion, permettant d'éviter une vraie remise en cause des politiques hégémoniques et de leur incapacité à répondre aux défis et crises majeures qu'elles engendrent elles-mêmes – chômage, montée des inégalités, crise climatique. De plus, sa figure permit de détourner l'attention du constat on ne peut plus clair d'une légitimité démocratique de plus en plus ténue et contestée. Malheureusement, le « choc » du premier tour et la surestimation qui l'accompagne d'une « poussée » électorale du FN ont créé l'impression que Le Pen incarnait bien une alternative au système en place, de plus en plus critiqué, et participé, par là même, à la légitimation de ses idées.

La responsabilité de « la montée de l'extrême droite » fut donc attribuée au « peuple », par un « dangereux contresens » (Collovald, 2004) qui lie « peuple » et extrême droite, dont témoigne l'usage de plus en plus en vogue du terme « populisme ». Par cette nouvelle grammaire politique, les élites parviennent à interpréter à fronts renversés les politiques

les plus réactionnaires, en leur conférant une apparence démocratique qui leur avait été pourtant déniée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Bien qu'il puisse être utile en soi pour comprendre l'attrait exercé par les politiques d'extrême droite, le concept de populisme est trop souvent utilisé de manière maladroite, voire dangereuse, dans les médias, où il fait figure d'euphémisme pour désigner ou légitimer les politiques d'extrême droite (Brown et Mondon, 2021 ; De Cleen et al., 2018 ; Hunger and Paxton, 2021). Si les deux écoles de pensée les plus fréquemment mobilisées, à savoir l'approche idéationnelle et l'approche discursive (voir Katsambekis [2020] pour un résumé¹⁴), s'opposent sur la nature profonde du populisme, toutes deux s'accordent en revanche sur le fait que 1) le populisme requiert une construction idéologique du peuple contre une élite perçue comme illégitime ; 2) il ne peut être tout au plus qu'une idéologie fine [*thin*] et secondaire (école idéationnelle), ou un discours (école discursive), et donc qu'en aucun cas nous ne pouvons avoir de parti simplement et uniquement populiste, puisque ce qui importe est avant tout l'idéologie primaire (qui peut être aussi bien de gauche que de droite).

Au début des années 2000, la France n'était pas seule à faire face à une « vague populiste », vague prenant davantage la forme d'une panique morale que d'un véritable fait électoral. Comme indiqué précédemment, celle-ci a permis de détourner l'attention d'une véritable crise sociale et politique qui avait gagné nombre de démocraties occidentales. Bien sûr, l'objectif ici n'est pas de réfuter le danger qu'incarnent les partis d'extrême droite, ni d'ailleurs de nier le soutien croissant dont ils ont bénéficié au cours des dernières décennies. Toutefois, mettre en avant la manière dont cette croissance résulte d'un processus de normalisation qui puise ses origines dans les discours d'élites politiques hégémoniques, plutôt que dans les demandes du « peuple », nous paraît tout aussi essentiel. Ce processus de « diversion » a conduit à la légitimation des politiques d'extrême droite, en les positionnant, d'une part, comme alternatives crédibles, voire uniques au statu quo et, d'autre part, comme une alternative « populiste », plutôt que raciste, mais aussi populaire,

14 Pour faire simple, l'approche idéationnelle décrit le populisme comme une idéologie fine alors que l'approche discursive la limite au discours et donc évite tout commentaire sur la nature idéologique du populisme.

plutôt qu’élitiste de par l’étymologie du mot populiste qui renvoie à peuple (Glynos et Mondon, 2016). Ces évolutions dépeignent un portrait réactionnaire du « peuple », dénoncé de toute part comme « irrationnel » et « autoritaire » de nature – ce qui fait d’ailleurs écho à la pensée libérale inquiète de la menace qu’incarnent les masses populaires (Losurdo, 2016 ; Mondon et Winter, 2020). Il n’est donc pas surprenant que la période vît également fleurir les thèses du vote ouvrier d’extrême droite, malgré les doutes émis par de nombreux experts (Gougou 2014 ; Mayer, 2002, 2007 ; Mondon et Winter, 2018).

La *hype* populiste autour du FN a eu pour conséquence de focaliser l’attention sur les problématiques centrales pour ce parti, attendu qu’elles furent imposées comme équivalentes aux demandes du « peuple », au lieu d’interroger de manière critique la manière dont ce « peuple » est construit par le populiste (Mondon, 2017). Le fait que le terme « populiste » soit adoubé par l’extrême droite elle-même aurait dû servir d’avertissement. Le concept de *hype*¹⁵ populiste cherche à mettre en évidence les problèmes liés à l’utilisation disproportionnée des termes « populiste/populisme » dans le discours public et à son impact dans le processus de normalisation à travers l’euphémisation des politiques et idéologies d’extrême droite notamment. Il repose ainsi sur quatre dimensions distinctes et qui semblent tout particulièrement à l’œuvre dans le contexte français républicain : 1) la confusion entre populisme et extrême droite et l’euphémisation, puis la légitimation de cette dernière, à travers cette confusion ; 2) l’amplification des résultats de la « droite populiste » et des niveaux de soutiens ; 3) la surestimation du rôle politique joué par la « droite populiste » (en tant que seule alternative viable au statu quo) ; 4) la tendance à énoncer la montée du populisme de façon apocalyptique, sous-entendant que toutes formes de populisme et de critiques du système dominant sont nécessairement et automatiquement une menace à la démocratie (De Cleen et al., 2018 ; Glynos et Mondon, 2016).

¹⁵ *Hype* n’a pas de traduction adéquate en français et signifie la tendance à promouvoir quelque chose de manière exagérée.

Comme le résume la figure 2, la *hype* populiste entraîne un effet de légitimation et de délégitimation à la fois.

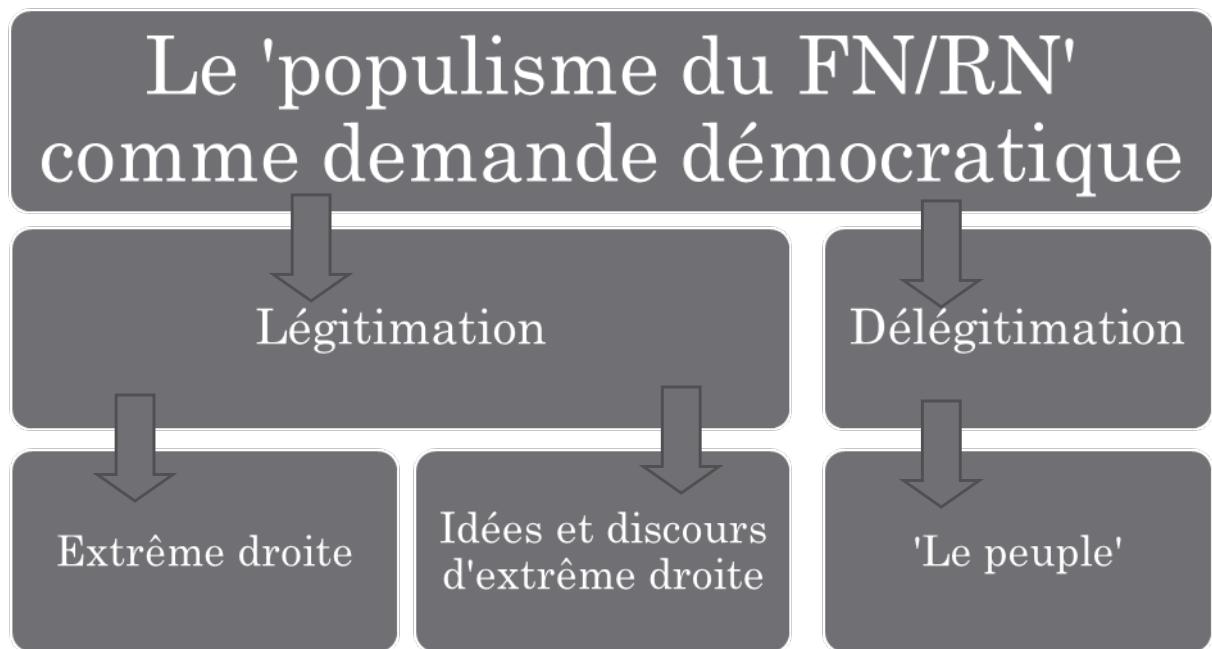


Figure 2 : Les conséquences de la *hype* populiste

D'une part, elle légitime les partis et acteur·rices d'extrême droite qui se trouvent non seulement décrit·es de manière euphémisée en tant que populistes, plutôt que d'extrême droite ou racistes. D'autre part, l'extrême droite se retrouve contre toute attente adoubée démocratiquement par le lien sémantique créé avec le mot populisme qui renvoie au populaire et au peuple en tant que *demos*. Au-delà des partis et acteur·rices, ce sont les idées et discours d'extrême droite qui sont légitimés, comme ce fut notamment le cas pendant les campagnes et la présidence de Nicolas Sarkozy (Mondon, 2014); ou encore, plus récemment, dans les paniques morales (Cohen, 2002 [1972]) sur le « wokisme » ou « l'islamogauchisme » (Beaman et Mondon, 2023). Pour que les idées d'extrême droite se propagent, il n'est donc pas nécessaire qu'un des leurs soit populaire – dès lors que ces idées en viennent à être largement acceptées par les partis au pouvoir ou les acteur·rices de la production médiatique. Finalement, la *hype* populiste délégitime « le peuple » en tant que

concept potentiellement émancipateur et fondement démocratique. En le liant de manière simplificatrice et erronée à l'extrême droite et en lui faisant porter la responsabilité du tournant réactionnaire et autoritaire en cours, la *hype* populiste masque par le même geste celle des élites, qui bénéficient pourtant d'un accès beaucoup plus important et direct aux positions de pouvoir, comme au débat public.

Loin de sous-estimer la menace que constitue l'extrême droite, le concept de *hype* populiste permet au contraire de mieux la comprendre. Il invite notamment à échapper au déni qui consiste à opposer le statu quo à l'extrême droite, afin d'examiner de manière critique la manière dont les deux sont liés dans l'impasse réactionnaire dans laquelle nous sommes actuellement engagé·es. En cela, la *hype* populiste agit comme un « vol de jouissance », pour emprunter ce terme à la théorie psychanalytique (Chang et Glynos, 2011). Notre jouissance étant structurée autour de la façon dont nous imaginons la jouissance d'autrui, cela peut entraîner certaines jalousies si nous pensons que les autres jouissent de manière excessive, voire un sentiment d'indignation ou de ressentiment si nous imaginons qu'ils·elles jouissent à nos dépens (Glynos et Mondon, 2016, 7). Nous pouvons ici penser à la manière dont le·la musulman·e fantasmé·e vole la jouissance de l'électeur·trice d'extrême droite ou du·de la raciste à travers son refus de « s'intégrer », ou encore au·à la « migrant·e » qui fait de même avec « nos emplois ». Cependant, ce vol de jouissance est aussi prégnant pour les classes moyennes et supérieures libérales qui, elles aussi, croient voir les « classes populaires » jouir excessivement dans les choix faits lors d'échéances électorales, soit en se tournant vers l'extrême droite, soit en s'abstenant et, dans les deux cas, mettant en péril l'idéal démocratique : si seulement il n'y avait pas ces électeur·trices qui votent comme bon leur semble (sous-entendu pour l'extrême droite et les extrêmes plus généralement) en lieu et place des électeur·trices qui votent rationnellement, il n'y aurait plus de problèmes et nous pourrions vivre paisiblement « la fin de l'histoire » promise par Francis Fukuyama (1992). Bien entendu, une telle vision fantasmée n'est guère réalisable, ni même fondée sur une quelconque réalité, étant donné que le vote d'extrême droite reste non seulement limité à une portion minoritaire de l'électorat et qu'il n'est pas l'apanage des classes populaires de surcroit. Le problème se trouve donc ailleurs et trouve sa source non pas

dans les politiques d'extrême droite elles-mêmes mais bien dans leur normalisation par les acteurs en position hégémonique.

Conclusion

Au tournant du XXIe siècle, en parallèle à l'effondrement des théories de « la fin de l'histoire » professant l'absence d'alternatives au capitalisme libéral (voir notamment Harsha Walia, 2021), l'attention focalisée sur les avancées électorales de l'extrême droite a permis d'éviter une remise en question plus globale du système politique libéral, incapable de répondre tant aux demandes démocratiques qu'aux nombreuses crises internationales (Mondon et Winter, 2020). Dans ce contexte, il est devenu particulièrement utile pour les acteur·rices hégémoniques de présenter l'extrême droite comme seule alternative au statu quo, en espérant que le souvenir du fascisme continue de soutenir un front républicain de plus en plus à bout de souffle. Les élites au service de l'hégémonie libérale capitaliste, que ce soit en politique, dans les médias, les arts et la culture et, bien entendu, à l'université, ont conforté l'idée d'un choix simple : le statu quo ou le fascisme. Ces acteur·rices, bien que bénéficiant d'un accès privilégié à la formation du discours public, ne se voient généralement pas comme responsables de ce glissement vers l'extrême droite et le fascisme ou, à tout le moins, pas directement ou activement. Tout se passe comme s'il suffisait de se dire opposé à l'extrême droite pour l'être, tout en continuant par ailleurs à lui offrir un accès disproportionné à l'arène publique. La responsabilité en est généralement attribuée au « peuple », décrit comme désabusé, déboussolé, voire jaloux d'un progrès qui l'aurait laissé au bord de la route. La montée de l'extrême droite et la couverture médiatique et politique de ses idées sont par là même rejetées, mais relayées par ceux·celles qui font le choix de la couvrir et en ont le pouvoir au nom de la démocratie. Que faire, après tout, si c'est ce que le peuple veut ? N'est-ce pas ça la démocratie et la République ?

Pourtant, comme cet article a permis de l'étudier en plus ample détail, il est clair que la montée de l'extrême droite ne procède pas seulement de ce qui serait une poussée populaire. Comme nous l'avons proposé, c'est plutôt le narratif ou le récit amplifié d'une telle popularité qui a nourri sa progression et affaibli l'opposition politique. La montée de

l'extrême droite est ainsi à comprendre non pas comme un mouvement de bas en haut où « le peuple » impose sa vision réactionnaire aux élites, mais bien comme un mouvement de haut en bas où la construction d'un discours hégémonique opposant l'extrême droite au statu quo a permis de renforcer l'hégémonie de ce dernier, tout en légitimant l'extrême droite et ses idées. La *hype* médiatique et politique autour de la figure d'Eric Zemmour en est le parfait exemple, tout comme le soulagement éprouvé lorsque celui-ci ne reçut finalement, et de manière assez logique, 7 % des voix, contrairement à ce que les scénarios les plus catastrophiques, quand bien même purement fantasmatisques, prédisaient. De la même manière, pour beaucoup, la *hype* autour de Zemmour fit oublier le danger Marine Le Pen et sa radicalité qui apparut, par comparaison, presque modérée et raisonnable.

En 2022, vingt ans après le « choc » créé par l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, l'histoire semble se répéter. Bien que le contexte ait évolué, il est impossible en effet pour quiconque se préoccupe de la menace incarnée par l'extrême droite de ne pas être abasourdi par les niveaux record de voix exprimées en faveur de celle-ci. Si Le Pen n'a guère progressé au premier tour, engrangeant 16,68 % des voix, une fois l'abstention prise en compte (contre 16,14 % en 2017), la performance de Zemmour au premier tour (5 %) et le résultat de la candidate d'extrême droite au second (27,2 %) montrent que le plafond de verre, bien qu'encore en place, commence à se fissurer. Comme en 2002, toutefois, il serait non seulement erroné, mais dangereux, de limiter notre effroi aux seuls scores électoraux de l'extrême droite, car finalement ils n'ont rien de surprenant. La présidence d'Emmanuel Macron est en effet hautement symptomatique des processus menant à ce que nous avons appelé la normalisation de l'extrême droite et de la République réactionnaire. En font partie les tentatives cyniques de « dépassement » de la gauche et de la droite, ou encore de création de fausses équivalences entre gauche et extrême droite ; le tournant toujours plus néolibéral (réforme des retraites) et autoritaire (Loi sur le séparatisme, paniques morales sur le « wokisme » ou « l'islamogauchisme », répression des manifestations, etc.) de sa politique ; la construction, enfin, nous l'avons vu, de l'extrême droite comme seule alternative au statu quo, confortant ainsi le récit du sursaut républicain, comme lors des seconds tours des présidentielles de 2017 et 2022.

Aussi, il nous faut nous demander, dans ce contexte, de quoi Zemmour et Le Pen sont-il et elle le nom ? Cet article suggère qu'il et elle ne sont pas, ou pas simplement, le nom d'un tournant autoritaire, venant du « peuple », comme trop souvent entendu sous l'étiquette de « populisme ». Il et elle sont le nom d'un tour de passe-passe qui focalise l'attention sur ce qui était à l'origine un leurre qui a servi à masquer l'état de déliquescence généralisé des « démocraties » contemporaines. Cela ne veut pas dire bien entendu que le soutien populaire dont il et elle disposent n'est pas inquiétant, ou que leur impact n'est pas réel et éminemment dangereux. Pour le comprendre et le combattre, toutefois, il nous faut éviter une panique morale qui n'aurait pour effet que de renforcer la configuration hégémonique, elle-même responsable de la montée de l'extrême droite.

Aussi bien Le Pen que Zemmour sont donc le nom de ce monstre, dont parlait Antonio Gramsci (2005 [1935]), surgissant dans le clair-obscur d'un interrègne où le vieux monde se meurt et le nouveau peine à naître. Il et elle incarnent une création élitiste, plutôt que la volonté du peuple. Ils sont le résultat de la « haine de la démocratie », dont parle Jacques Rancière (2005), après le « choc » de 2002. Cette haine montre clairement l'envie d'une élite de gouverner sans le peuple, sans la démocratie, et dont le gouvernement Macron est un parfait exemple. Si tel est notre diagnostic, plutôt que ceux qui nous sont imposés décrits plus haut, le côté réactionnaire de la République devient contingent, plus qu'il n'est ancré ; ou dissimulé par des fantasmes nationalistes qui soutiennent que la République ne peut être manipulée à des fins néfastes. Si nous posons ce diagnostic, nous savons comment combattre les symptômes et en avons les outils, mais cela requiert des changements radicaux et l'abandon de certains priviléges par ceux·celles qui ont, à maintes reprises, démontré que la montée de l'extrême droite ou même le sort de l'humanité face à la crise climatique sont un prix qu'ils·elles sont prêts à payer pour sauvegarder leur système politique.

Bibliographie

- Alduy Cécile, Wahnich Stéphane (2015), *Marine Le Pen prise aux mots : Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Seuil.
- Balibar Etienne, Wallerstein Immanuel (1997), *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, Paris, La Découverte.
- Beaman Jean, Mondon Aurelien (2023), « The Moral Panic of Islamo-gauchisme in service of a colourblind approach to racism », *Contemporary French & Francophone Studies*, vol. 22, n°7, p. 261-270.
- Bhattacharyya Gargi, Elliott-Cooper Adam, Balani Sita, Nişancioğlu Kerem, Koram Kojo, Gebrial Dalia, El-Enany, Nadine, de Noronha Luke (2021), *Empire's Endgame : Racism and the British State*, Londres, Pluto.
- Bonilla-Silva Eduardo (2006), *Racism without racists: Color-blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in the United States*, New York, Rowman and Littlefield.
- Bonilla-Silva Eduardo, Ray Victor (2015), « Getting Over the Obama Hope Hangover: The New Racism in “Post-Racial” America », in Karim Murji, John Solomos (eds.), *Theories of Race and Ethnicity: Contemporary Debates and Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 57-73.
- Brown Katy, Mondon Aurelien (2021), « Populism, the Media, and the Mainstreaming of the Far Right: The Guardian’s Coverage of Populism as a Case Study », *Politics*, vol. 41, n° 3, p. 279-295.
- Chang Wei-yuan, Glynnos Jason (2011), « Ideology and Politics in the Popular Press », in Lincoln Dahlberg, Sean Phelan (eds.), *Discourse Theory and Critical Media Politics*, Londres, Palgrave-Macmillan, p. 106-127.
- Cohen Stanley (2002 [1972]), *Folk Devils and Moral Panics : The Creation of the Mods and Rockers*, 3e edition, New York, Routledge.
- Collovald Annie (2004), *Le populisme du FN : un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.) (2015), *Les faux-semblants du Front National*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- De Cleen Benjamin, Stavrakakis Yannis (2017), « Distinctions and Articulations: A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism », *Javnost - The Public*, vol. 24, n° 4, p. 301-319.
- De Cleen Benjamin, Glynnos Jason, Mondon Aurelien (2018), « Critical Research on Populism: Nine Rules of Engagement », *Organization*, vol. 25, n° 5, p. 649-661.
- Delphy Christine (2006), « Antisexisme ou antiracisme ? Un faux dilemme », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26, n° 1, p. 59-83.

- Deltombe Thomas (2005), *L'islam imaginaire : La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2000*, Paris, La Découverte.
- Doytcheva Milena, Gastaut Yvan (2021), « Race, Racismes, Racialisations : Enjeux conceptuels et méthodologiques, perspectives critiques », *Émulations*, n° 42, p. 8-30.
- Eddo-Lodge Reni (2017), *Why I'm No Longer Talking to White People About Race*, Londres, Bloomsbury.
- El-Enany Nadine (2020), *(B)ordering Britain : Law, Race and Empire*, Manchester, Manchester University Press.
- Farris Sara (2017), *In the Name of Women's Rights: The Rise of Femonationalism*, Londres, Duke University Press.
- Faux Emmanuel, Legrand Thomas, Perez Gilles (1994), *La main droite de Dieu : enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*, Paris, Éditions du Seuil.
- Fukuyama Francis (1992), *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press.
- Garner Steve, Selod Saher (2015), « The Racialization of Muslims: Empirical Studies of Islamophobia », *Critical Sociology*, n° 41, p. 9-19.
- Glynos Jason, Mondon Aurelien (2016), « The Political Logic of Populist Hype: The Case of Right-Wing Populism's "Meteoric Rise" and Its Relation to the Status Quo », *Populismus Working Paper Series*, n° 4, p. 1-21.
- Goldberg David Theo (2015), *Are We All Postracial Yet ?* Londres, Polity.
- Gougu Florent (2014), « Les mutations du vote ouvrier sous la Ve république », *Fondations*, n° 1, p. 15-20.
- Gramsci Antonio (2005 [1935]), *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, trad. de Quintin Hoare et Geoffrey Nowell-Smith, Londres, Lawrence & Wishart.
- Griffin Roger (2006), « Facism's New Faces (and Facelessness) », in Roger Griffin, Loh Werner, Andreas Umland (eds.), *Fascism Past and Present, West and East: an International Debate on Concepts and Cases in the Comparative Study of the Extreme Right*, Stuttgart, Ibidem-Verlag, p. 181–202.
- Guillaumin Colette (2002 [1972]), *L'idéologie raciste*, Paris, Gallimard.
- Hajjat Abdellali, Mohammed Marwan (2013), *Islamophobie. Comment les élites françaises construisent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte.
- hooks bell (1997), *Cultural Criticism and Transformation* [En ligne], Northampton, Media Education Foundation. Disponible sur : <https://www.mediaed.org/transcripts/Bell-Hooks-Transcript.pdf>
- Hunger Sophia, Paxton Fred (2021), « What's in a Buzzword ? A Systematic Review of the State of Populism Research in Political Science », *Political Science Research and Methods*, vol.10, n° 3, p. 617-633.

Joly Laurent (2022), *La falsification de l'Histoire : Eric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les juifs*, Paris, Grasset.

Katsambekis Giorgos (2020), « Constructing “The People” of Populism : a Critique of the Ideational Approach From a Discursive Perspective », *Journal of Political Ideologies*, vol. 27, n° 1, p. 53-74.

Laclau Ernesto (1990), *New Reflections on the Revolution of Our Time*, Londres, New York, Verso.

Larcher Silyane (2019), « Sur les ruses de la raison nationale : Généalogie de la question raciale et universalisme français », *Mouvements* [En ligne]. Disponible sur : <https://mouvements.info/sur-les-ruses-de-la-raison-nationale/>

Lentin Alana, Gavan Titley (2011), *The Crises of Multiculturalism: Racism in a neoliberal age*, Londres, Zed Books.

Lentin Alana (2020), *Why Race Still Matters*, Cambridge, Polity Press.

Losurdo Domenico (2011), *Liberalism : A Counter-History*, Londres, New-York, Verso.

Mayer Nonna (2002), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion.

Mayer Nonna (2007), « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat de Le Pen », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, n° 3-4, p. 429-445.

McCombs Maxwell (2014 [1972]), *Setting the Agenda : Mass Media and Public Opinion*, Londres, Wiley.

Meister Robert (2012), *After Evil : A Politics of Human Right*, New York, Columbia University Press.

Mitchell Peter (2021), *Imperial Nostalgia : How the British Conquered Themselves*, Manchester, Manchester University Press.

Mondon Aurelien (2013a), *A Populist Hegemony ? Mainstreaming the Extreme Right in France and Australia*, Farnham, Ashgate.

Mondon Aurelien (2013b), « Nicolas Sarkozy's Legitimization of the Front National : Background and Perspectives », *Patterns of Prejudice*, vol. 47, n° 1, p. 22-40.

Mondon Aurelien (2014), « The Front National in the Twenty-First Century : From Pariah to Republican Democratic Contender ? », *Modern & Contemporary France*, vol. 22, n° 3, p. 301-320.

Mondon Aurelien (2015), « The French Secular Hypocrisy: The Extreme Right, the Republic and the Battle for Hegemony », *Patterns of Prejudice*, vol. 49, n° 3, p. 392-413.

Mondon Aurelien (2017), « Limiting Democratic Horizons to a Nationalist Reaction: Populism, the Radical Right and the Working Class », *Javnost : The Public*, vol. 24, n°3, p. 355-74.

Mondon Aurelien, Winter Aaron (2017), « Articulations of Islamophobia : From the Extreme to the Mainstream ? », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 40, n° 13, p. 2151-2179.

Mondon Aurelien, Winter Aaron (2018), « Whiteness, Populism and the Racialisation of the Working class in the United Kingdom and the United States », *Identities*, vol. 26, n° 5, p. 510-528.

Naudier Delphine, Soriano Éric (2010), « Colette Guillaumin. La race, le sexe et les vertus de l'analogie », *Cahiers du Genre*, n° 48, p. 193-214.

Paxton Robert (1972), *Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-1944*, New York, Knopf.

Puar Jasbir (2007), *Terrorist Assemblages : Homonationalism in Queer Times*, Londres, Duke University Press.

Qureshi Asim (ed.) (2020), *I Refuse to Condemn : Resisting Racism in Times of National Security*, Manchester, Manchester University Press.

Tomkin Moshik (2003), « “Avec Un Certain Malaise” : The Paxtonian Trauma in France, 1973-1974 », *Journal of Contemporary History*, vol. 38, n° 2, p. 291-306.

Rancière Jacques (2005), *La haine de la démocratie*, Paris, La fabrique.

Ray Victor (2022), *On Critical Race Theory : Why it Matters and Why You Should Care*, New York, Random House.

Robin Corey (2018), *The Reactionary Mind*, Oxford, Oxford University Press.

Rochefort Florence (2007), « Religions, genre, et politiques laïques en France, XIXe -XXe siècles », *French Politics, Culture & Society*, vol. 25, n° 2, p. 19-33.

Roussel Henry (1991), *The Vichy Syndrome : History and Memory in France since 1944*, trad. de Arthur Goldhammer, Cambridge, Harvard University Press.

Scott Joan Wallach (2007), *The Politics of the Veil*, Princeton, Princeton University Press.

Tevanian Pierre (2007), *La République du mépris : Les métamorphoses du racisme dans la France des années Sarkozy*, Paris, La Découverte.

Thomas Peter (2011), *The Gramscian Moment : Philosophy, Hegemony and Marxism*, Londres, Haymarket Books.

Walia Harsha (2021), *Border and Rule : Global Migration, Capitalism, and the Rise of Racist Nationalism*, Chicago, Haymarket Books.